

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 6. Notre Ministre de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril — Espagne, le 3 août 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Pour le Ministre de la Prévoyance sociale, absent

Le Ministre de la Défense nationale,

F. SWAELEN

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FLAMANDE

F. 81 — 1463

30 JUILLET 1981. — Arrêté royal portant établissement des statuts de la « Société publique des déchets pour la Région flamande »

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 6, § 1er, II, 2°;

Vu le décret du 2 juillet 1981 relatif aux déchets, notamment les articles 12 et 67;

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, telle qu'elle a été modifiée ultérieurement;

Vu l'arrêté royal du 9 avril 1981 fixant les compétences ministérielles pour les affaires de la Communauté flamande, notamment l'article 5;

Vu les lois relatives au Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er;

Considérant que la citation devant la Cour européenne pour non-exécution des directives de la C.E. des 15 juillet 1975 (75/442/C.E.), 16 juin 1975 (75/439/C.E.), 6 avril 1976 (76/403/C.E.) et 20 février 1978 (78/176/C.E.) relatives à la politique en matière de déchets et à certains aspects de celle-ci, justifie l'urgence;

Vu la décision de l'Exécutif flamand du 29 juin 1981;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Communauté flamande et de Notre Ministre de la Communauté flamande, Président de l'Exécutif flamand,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

- a) société publique des déchets : la « Société publique des déchets pour la Région flamande »;
- b) le Ministre : l'Exécutif flamand ou, en cas de délégations de compétences, le Ministre ou Secrétaire d'Etat ayant dans ses attributions, pour la Région flamande, l'enlèvement et le traitement des déchets;
- c) le décret : le décret du Conseil flamand du 2 juillet 1981 relatif à la gestion des déchets.

Art. 2. § 1er. La société des déchets est un organisme d'intérêt public doté de la personnalité civile.

Elle est soumise aux règles imposées par la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, aux organismes visés à l'article 1er, littéra A, de ladite loi.

§ 2. Le ressort de la société des déchets se limite au territoire de la Région flamande.

§ 3. L'Exécutif flamand fixe la date à laquelle la société des déchets sera constituée, ainsi que la date à laquelle elle commencera ses activités.

§ 4. La société des déchets a pour mission d'élaborer pour la Région flamande, une politique coordonnée en matière de déchets. Sa fonction comprend aussi bien la planification et le contrôle que l'exploitation. A cette fin, elle peut mettre en œuvre tous moyens et prendre toutes initiatives, conformément aux dispositions statutaires ci-après et aux dispositions du décret.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 6. Onze Minister van Sociale Voorzorg is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril — Spanje, 3 augustus 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

Voor de Minister van Sociale Voorzorg, afwezig

De Minister van Landsverdediging,

F. SWAELEN

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 81 — 1463

30 JULI 1981. — Koninklijk besluit houdende vaststelling van de statuten van de « Openbare Afvalstoffenmaatschappij voor het Vlaamse Gewest »

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en inzonderheid op haar artikel 6, § 1, II, 2°;

Gelet op het decreet van 2 juli 1981 betreffende het beheer van afvalstoffen en inzonderheid op de artikelen 12 en 67;

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, zoals ze later werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 april 1981 tot bepaling van de ministeriële bevoegdheden van de aangelegenheden van de Vlaamse Gemeenschap, inzonderheid artikel 5;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid artikel 3, § 1, zoals het gewijzigd werd bij artikel 16 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen,

Overwegende dat de dagvaarding voor het Europees Hof wegens niet-uitvoering van de E.G.-richtlijnen van 15 juli 1975 (75/442/E.G.), 16 juni 1975 (75/439/E.G.), 6 april 1976 (76/403/E.G.) en 20 februari 1978 (78/176/E.G.) betreffende het beleid inzake afvalstoffen en sommige aspecten ervan, de hoogdringendheid verantwoordt.

Gelet op de beslissing van de Vlaamse Executieve, d.d. 29 juni 1981;

Op de voordracht van Onze Minister van de Vlaamse Gemeenschap en van Onze Minister van de Vlaamse Gemeenschap, Voorzitter van de Vlaamse Executieve,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In dit besluit wordt verstaan onder :

- a) afvalstoffenmaatschappij : de « Openbare Afvalstoffenmaatschappij voor het Vlaamse Gewest »;
- b) de Minister : de Vlaamse Executieve of in geval van delegatie van bevoegdheden de Minister of Staatssecretaris die voor het Vlaamse Gewest bevoegd is inzake het ophalen en verwerken van afvalstoffen;
- c) het decreet : het Decreet van de Vlaamse Raad van 2 juli 1981 betreffende het beheer van afvalstoffen.

Art. 2. § 1. De afvalstoffenmaatschappij is een organisme van openbaar nut met rechtspersoonlijkheid.

Zij is onderworpen aan de regels die bij de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige organismen van openbaar nut zijn opgelegd aan de instelling bedoeld in artikel 1, littéra A, van die wet.

§ 2. De werking van de afvalstoffenmaatschappij beperkt zich tot het grondgebied van het Vlaamse Gewest.

§ 3. De Vlaamse Executieve bepaalt de datum van oprichting en de datum van het aanvangen van de activiteiten van de afvalstoffenmaatschappij.

§ 4. De afvalstoffenmaatschappij is belast met het tot stand brengen van een gecoördineerd afvalstoffenbeleid voor het Vlaamse Gewest. Haar functie is zowel planifiërend, controlerend als exploiterend. Daartoe kan zij alle middelen aanwenden en alle initiatieven nemen, zoals verder uiteengezet in deze statuten en in het decreet.

Elle peut constituer d'autres sociétés, adhérer à certaines initiatives et les contrôler.

Art. 3. La société des déchets relève de l'autorité du Ministre; elle est représentée et administrée par le Ministre. Le ministre ou son délégué sont autorisés à accomplir tous actes de gestion, sous la réserve prévue à l'article 4.

Art. 4. La société des déchets peut, à ses propres frais, soit à l'amiable, soit par expropriation — dans ce cas à l'intervention de l'Exécutif flamand — faire l'acquisition de tous biens immobiliers jugés nécessaires pour la bonne marche et le développement de l'exploitation ou pour tous autres besoins de la société des déchets.

L'Exécutif flamand procède à l'aliénation, pour le compte et au profit de la société des déchets, de tous biens immobiliers devenus disponibles. La société des déchets ne peut affecter ses actifs et ses fonds disponibles qu'aux opérations et investissements prévus par les présents statuts et par le décret.

Art. 5. La société des déchets perçoit les recettes et paie les dépenses à l'intervention de ses comptables et, le cas échéant, par le truchement de l'Office des chèques postaux.

Moyennant l'accord de l'Exécutif flamand, elle peut également faire ces opérations par comptes bancaires à la Caisse générale d'Épargne et de Retraite.

Art. 6. La société des déchets tient une comptabilité soumise aux mêmes règles que celles applicables à la comptabilité de l'Etat.

Art. 7. Sans préjudice des dispositions de l'article 3, § 1er, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, la société des déchets établit annuellement un budget portant sur l'ensemble de ses activités.

Le budget est transmis au Ministre, qui le soumet à l'approbation de l'Exécutif flamand.

Le budget approuvé par l'Exécutif flamand est repris au projet de budget de la Communauté flamande. La société des déchets acquiert ses moyens par la voie du budget de la Communauté flamande, à l'exception des indemnités afférentes aux prestations accomplies pour le compte de tiers et du produit des redevances.

Elle peut, avec l'accord du Ministre, contracter ou émettre des emprunts.

L'Exécutif flamand peut accorder la garantie de la Région à ces emprunts.

§ 2. Sauf en matière d'impôts sur les revenus, la société des déchets est assimilée à la Région flamande au vu des lois relatives aux taxes et aux impôts directs levés au profit de l'Etat, de la Communauté, des Provinces et des Communes.

Pour l'application du Code des impôts sur les revenus, la société des déchets est assimilée aux sociétés et associations imposables uniquement en raison de certains revenus visés à l'article 103, § 1er, 1^o, du Code, dont le texte est complété en ce qui concerne la société des déchets.

Art. 8. Afin de pouvoir réaliser l'objectif prévu à l'article 10 du décret, la société des déchets sera en mesure de maîtriser toutes les techniques d'élimination et elle aura l'ampleur requise pour répondre de manière efficace aux conditions du plan, conformément aux dispositions du présent arrêté.

Art. 9. § 1er. La société des déchets est tenue de présenter, soit annuellement, soit à la demande du Ministre, un rapport de ses activités à ce dernier. Une copie de ce rapport est transmise pour information au Ministre ayant la coordination de l'environnement dans ses attributions.

§ 2. Si la société des déchets ne respecte pas les obligations qui lui sont imposées par le présent arrêté et le décret, ou en exécution de ceux-ci, l'Exécutif flamand peut, sur la proposition du Ministre, confier l'exécution de ces obligations en tout ou en partie à un commissaire désigné par lui.

Art. 10. Le présent arrêté ainsi que les dispositions de l'article 12 du décret entrent en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge*.

Zij kan andere maatschappijen oprichten, toetreden tot bepaalde initiatieven en deze blijven controleren.

Art. 3. De afvalstoffenmaatschappij is onderworpen aan het gezag van de Minister; zij wordt vertegenwoordigd en beheerd door de Minister. De Minister of zijn gemachtigde is bevoegd om alle daden van beheer te stellen onder het in artikel 4 gemaakte voorbehoud.

Art. 4. De afvalstoffenmaatschappij kan op eigen kosten, hetzij in der minne, hetzij door onteigening — in dit geval door tussenkomst van de Vlaamse Executieve alle voor de goede gang en de ontwikkeling van de exploitatie of voor alle andere noodwendigheden van de afvalstoffenmaatschappij nodig geoordeelde onroerende goederen verwerven.

De Vlaamse Executieve vervreemdt voor rekening en ten bate van de afvalstoffenmaatschappij, alle beschikbaar geworden onroerende goederen. De afvalstoffenmaatschappij mag haar activa en haar beschikbare gelden slechts aanwenden voor verrichtingen en investeringen, bepaald in de statuten en in het decreet.

Art. 5. De afvalstoffenmaatschappij int de ontvangsten en betaalt de uitgaven door tussenkomst van haar rekenplichtigen en, in voorkomend geval, door bemiddeling van het Bestuur der Postcheques.

Met het akkoord van de Vlaamse Executieve kan zij deze verrichtingen ook doen door middel van lopende bankrekeningen bij de Algemene Spaar- en Lijfrentekas.

Art. 6. De afvalstoffenmaatschappij houdt een boekhouding waarop dezelfde regelen gelden die voor de Rijksboekhouding van toepassing zijn.

Art. 7. § 1. Zonder afbreuk te doen aan artikel 3, § 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut stelt de afvalstoffenmaatschappij jaarlijks een begroting op namens al haar activiteiten.

Deze wordt overgelegd aan de Minister die ze ter goedkeuring voorlegt aan de Vlaamse Executieve.

De door de Vlaamse Executieve goedgekeurde begroting wordt opgenomen in het ontwerp van begroting van de Vlaamse Gemeenschap. De afvalstoffenmaatschappij verwerft haar middelen uit de begroting van de Vlaamse Gemeenschap behoudens de vergoeding, ontvangen voor prestaties aan derden en de opbrengst van de milieueffingen.

Zij kan, mits goedkeuring van de Minister, leningen aangaan of uitschrijven.

De Vlaamse Executieve kan voor deze leningen de Gewest-waarborg verlenen.

§ 2. Behalve inzake inkomstenbelastingen wordt de afvalstoffenmaatschappij met de Vlaamse Gemeenschap gelijkgesteld ten aanzien van de wetten betreffende de taksen en directe belastingen ten behoeve van het Rijk, de Gemeenschap, de Provinciën en Gemeenten.

Voor toepassing van het Wetboek op de Inkomstenbelastingen wordt de afvalstoffenmaatschappij gelijkgesteld met de maatschappijen en verenigingen die slechts op bepaalde inkomsten belastbaar zijn ingevolge artikel 105, § 1, 1^o van het Wetboek, waarvan de tekst wordt aangevuld betreffende de afvalstoffenmaatschappij.

Art. 8. Ten einde de doelstelling bepaald in artikel 10 van het decreet te kunnen verwezenlijken, zal de afvalstoffenmaatschappij in staat zijn alle verwijderingstechnieken te beheersen en de nodige omvang hebben om op doelmatige wijze de vereisten van het plan na te komen, overeenkomstig de bepalingen van dit besluit.

Art. 9. § 1. De afvalstoffenmaatschappij is gehouden jaarlijks of op verzoek van de Minister hem een verslag over haar activiteiten voor te leggen. Een kopie van dit verslag wordt ter informatie overgemaakt aan de Minister die bevoegd is voor de coördinatie van het leefmilieu.

§ 2. Indien de afvalstoffenmaatschappij de verplichtingen haar opgelegd door of krachtens dit besluit en het decreet niet naleeft, kan de Vlaamse Executieve, op voordracht van de Minister, de uitvoering van deze verplichtingen geheel of gedeeltelijk aan een door Haar benoemde commissaris opdragen.

Art. 10. Dit besluit, alsmede de bepalingen van artikel 12 van het decreet treden in werking op de dag dat dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 11. Nos Ministres de la Communauté flamande sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 juillet 1981.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Président de l'Exécutif flamand,

G. GEENS

Le Ministre de la Communauté flamande,

M. GALLE

F. 81 — 1464

30 JUILLET 1981. — Arrêté royal fixant le cadre organique de la Société publique des déchets pour la Région flamande

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu le décret du 2 juillet 1981 concernant la gestion des déchets;

Vu l'arrêté royal du 9 avril 1981 fixant les compétences ministérielles pour les affaires de la Communauté flamande, notamment l'article 5;

Vu l'arrêté royal du 30 juillet 1981 fixant les statuts de la Société publique des Déchets pour la Région flamande;

Vu l'avis du Comité central de consultation syndicale du 9 juillet 1981;

Vu la décision de l'Exécutif pour la Communauté flamande du 29 juin 1981;

Vu les lois relatives au Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1;

Considérant que la situation devant la Cour européenne pour non-exécution des directives C.E. des 15 juillet 1975 (75/442/E.G.), 16 juin 1975 (75/439/E.G.), 6 avril 1976 (76/403/E.G.) et 20 février 1978 (78/176/E.G.), concernant la politique en matière de déchets et de certains de ses aspects, justifie l'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Communauté flamande et de Notre Ministre de la Communauté flamande, Président de l'Exécutif flamand,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Le cadre organique de la Société publique des déchets pour la Région flamande est composé comme suit :

Directeur général	1
Directeur d'administration	1
Inspecteur général	3
Premier conseiller	2
Ingénieur en chef-directeur	1
Ingénieur industriel en chef-directeur	1
Conseiller	3
Ingénieur industriel - chef de service	1
Ingénieur principal	4
Conseiller adjoint	9
Ingénieur industriel principal	3
Inspecteur principal	3
Ingénieur	6
Secrétaire d'administration	13
Inspecteur	4
Ingénieur industriel	5
Chef administratif	7
Dessinateur en chef	1
Conducteur	5
Reviser-comptable	2
Sous-chef de bureau	7
Dessinateur principal	2
Secrétaire de direction	5
Dessinateur	5

Art. 11. Onze Ministers van de Vlaamse Gemeenschap zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 juli 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Voorzitter van de Vlaamse Executieve,

G. GEENS

De Minister van de Vlaamse Gemeenschap,

M. GALLE

N. 81 — 1464

30 JULI 1981. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de personeelsformatie van de « Openbare Afvalstoffenmaatschappij voor het Vlaamse Gewest »

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot,

Gelet op artikel 66, lid 2, van de Grondwet;

Gelet op het decreet van 2 juli 1981 betreffende het beheer van afval;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 april 1981 tot bepaling van de ministeriële bevoegdheden van de aangelegenheden van de Vlaamse Gemeenschap, inzonderheid artikel 5;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 juli 1981 houdende vaststelling van de statuten van de « Openbare Afvalstoffenmaatschappij voor het Vlaamse Gewest »;

Gelet op het advies van de Algemene Syndicale Raad voor Advies, d.d. 9 juli 1981;

Gelet op de beslissing van de Executieve voor de Vlaamse Gemeenschap, d.d. 29 juni 1981;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid artikel 3, § 1, zoals het gewijzigd werd bij artikel 18 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Overwegende dat de dagvaarding voor het Europese Hof wegens niet-uitvoering van de EG-richtlijnen van 15 juli 1975 (75/442/EG), 16 juni 1975 (75/439/EG), 6 april 1976 (76/403/EG) en 20 februari 1978 (78/176/EG), betreffende het beleid inzake afvalstoffen en sommige aspecten ervan, de hoogdringendheid verantwoordt;

Op de voordracht van Onze Minister van de Vlaamse Gemeenschap en van Onze Minister van de Vlaamse Gemeenschap, Voorzitter van de Vlaamse Executieve,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De personeelsformatie van de « Openbare Afvalstoffenmaatschappij voor het Vlaamse Gewest » is als volgt samengesteld :

Directeur-generaal	1
Bestuursdirecteur	1
Inspecteur-generaal	3
Eerste Adviseur	2
Hoofdingenieur-Directeur	1
Hoofdindustriële ingenieur-Directeur	1
Adviseur	3
Industrieel ingenieur hoofd van dienst	1
Eerststaanwend ingenieur	4
Adjunct Adviseur	9
Eerststaanwend industrieel ingenieur	3
Eerststaanwend inspecteur	3
Ingenieur	6
Bestuurssecretaris	13
Inspecteur	4
Industrieel ingenieur	5
Bestuurschef	7
Hoofdtekenaar	1
Conducteur	5
Revisor-boedkhouder	2
Onderbureauchef	7
Eerste-tekenaar	2
Directiesecretaris(esse)	5
Tekenaar	5